

# KHI-DEUX

Bulletin trimestriel de l'activité statistique au Mali

2013 n°3

10 mars 2014

Institut National de la Statistique (INSTAT)

## SOMMAIRE

- EDITORIAL
- DOSSIER DU TRIMESTRE
- ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL:
  - ◇ INSTAT
  - ◇ DRPSIAP
  - ◇ CPS
- LES UTILISATEURS ET NOUS

Le suivi de la conjoncture est un dispositif d'observation rassemblant le maximum d'informations pertinentes et fiables pour suivre l'évolution récente de l'économie. Système d'organisation d'analyse des indicateurs opérationnels, il permet de mettre en cohérence et interpréter en tendance les informations recueillies afin de bien apercevoir les fluctuations internes et externes auxquelles l'économie nationale est exposée.

## Editorial

L'INSTAT a le plaisir de mettre à votre disposition le numéro 03 du « KHI-DEUX », un bulletin trimestriel de l'activité statistique au Mali. Ce bulletin entend donner, dans un format assez concentré, des informations sur les activités majeures réalisées par le Système Statistique National (SSN) au cours du quatrième trimestre 2013. A cette fonction de diffusion des informations sur les activités statistiques, nous avons choisi d'ajouter deux rubriques plus spécifiques dans ce bulletin. La première est « *Le Dossier du trimestre* » qui se propose d'attirer l'attention sur une problématique économique, sociale ou culturelle ressortie des travaux réalisés par le SSN afin de contribuer à l'amélioration des résultats des politiques publiques.

**Dossier du trimestre. Le suivi de la conjoncture, un outil d'aide à la prise de décision et d'anticipation des crises au service de la prévision économique et financière**

**Qu'est-ce que le suivi de la conjoncture économique et financière ? A quoi sert-il ?**

Le suivi de la conjoncture est un dispositif d'observation rassemblant le maximum d'informations pertinentes et fiables pour suivre l'évolution récente de l'économie ainsi qu'un système d'organisation d'analyse des indicateurs opérationnels pour mettre en cohérence et interpréter en tendance les informations recueillies et per-

Pour ce troisième numéro, la rubrique traite du thème « **Le suivi de la conjoncture, un outil d'aide à la prise de décision et d'anticipation des crises au service de**



Seydou Moussa TRAORE  
Directeur Général de l'INSTAT.

**la prévision économique et financière ».**

La seconde rubrique, intitulée « **Les utilisateurs et nous** », permet de recueillir les points saillants de

l'interview accordé à un utilisateur de données statistiques, occasion de recueillir son regard critique sur la production, la diffusion et l'utilisation des données statistiques pour aider le SSN à mieux répondre aux besoins des utilisateurs.

Ce numéro vous présente l'interview que nous a accordée Monsieur Adma DIARRA, de la Division Informatique à la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali (CCIM) que nous remercions.

Chers lecteurs, l'INSTAT compte sur vos critiques et suggestions pour améliorer les futurs numéros.

mettre de bien apercevoir les fluctuations internes et externes auxquelles l'économie nationale est exposée. Ainsi, en s'efforçant de faire apparaître les tendances instantanées de l'économie, elle permet de détecter précocement les problèmes auxquels celle-ci se trouve confrontée et d'alerter en conséquence les décideurs et les responsables de la politique économique et financière. C'est pourquoi, on dit souvent

que l'objet principal du suivi de la conjoncture est de « **prévoir le présent** ». En outre, les données de conjoncture et les tendances qui en résultent servent d'éléments de base dans la mise en place et la production des comptes trimestriels de même que les travaux de recherches économiques et financières, de prévisions des agrégats macroéconomiques et de modélisations.

Elles orientent les chefs d'entreprises dans les prises de décision quant au développement de leurs activités.

### Quelles sont les caractéristiques des informations statistiques de conjoncture ?

L'analyse de la conjoncture, comme son nom l'indique, intervient au niveau du court terme. En effet, les statistiques conjoncturelles sont caractérisées par leur périodicité infra annuelle (mensuelle, trimestrielle ou semestrielle).

Elles sont collectées de façon continue et périodique. Ce qui permet de prolonger des séries temporelles de données pour des usages de modélisation.

Ainsi, au regard de sa vocation principale d'information sur l'évolution récente de l'économie, le dispositif d'observation du suivi de la conjoncture doit couvrir le maximum de processus économique : production, prix, consommation, investissement, monnaie, crédit, finances publiques, etc.

Pour ce faire, les sources les plus utilisées sont entre autres : les enquêtes d'opinion, de production, de chiffre d'affaires auprès des entreprises, les enquêtes de perception de la conjoncture auprès des ménages, les enquêtes sur les prix et l'emploi, les sources administratives, et les données relatives à l'environnement international.

Il est indispensable de noter que les données collectées font l'objet d'un premier niveau de traitement portant sur la cohérence des observations, les données aberrantes, des informations manquantes et la désaisonnalisation des séries.

### Comment la publication des résultats du suivi de la conjoncture économique et financière est-elle organisée ?

Il est recommandé que le dispositif du suivi conjoncturel comprenne deux pu-

blications complémentaires paraissant à des dates fixes selon les normes édictées par AFRISTAT.

Il s'agit de :

- ◆ du bulletin de conjoncture, publié 45 jours après le trimestre sous revue ;
- ◆ de la note de conjoncture, paraissant deux semaines après la publication du bulletin de conjoncture.

Le bulletin est constitué des tableaux de données disposées chronologiquement et les graphiques qui y sont liés sans commentaire.

Il devrait être composé de plusieurs chapitres portant sur l'environnement international, les activités internes sectorielles, les échanges extérieurs, les prix, l'emploi, les salaires, les investissements, la monnaie, les crédits, les taux d'intérêt, l'activité boursière ainsi que les finances publiques...

S'agissant de la note de conjoncture, elle est le résultat du diagnostic conjoncturel et de l'analyse des tendances qui se dégagent ainsi que celles en perspectives à travers les données des tableaux du bulletin.

Elle ne se veut pas une revue exhaustive des indicateurs disponibles. Elle doit être courte (6 à 7 pages recommandées) avec des graphiques sélectionnés extraits du bulletin traduisant le mieux les nouvelles orientations conjoncturelles répondant à trois préoccupations :

Quels sont les événements conjoncturels majeurs pour la période sous revue ?

Quelles sont les conséquences déjà connues ou attendues ?

Ces évolutions nouvelles remettent-elles en cause les prévisions existantes ?

### Quels sont les indicateurs conjoncturels suivis dans le dispositif ?

Plusieurs aspects clés de

l'économie nationale font l'objet de suivi du dispositif conjoncturel y compris les évolutions observées au niveau de l'environnement international qui peuvent avoir des répercussions au plan national, à travers un nombre important d'indicateurs.

Il s'agit entre autres :

### Environnement économique :

- ◆ le taux de change par rapport au dollar et par rapport au FCFA ;
- ◆ les cours mondiaux en dollar et en FCFA des principales matières premières importées et exportées par le Mali ;
- ◆ les taux de croissance des pays développés et ceux de deux de nos pays voisins, à savoir le Sénégal et la Côte d'Ivoire, approximés par le glissement annuel de l'indice de la production industrielle ;
- ◆ les taux d'inflation des pays développés, du Sénégal et de la Côte d'Ivoire ;
- ◆ le pouvoir d'achat pétrolier de l'or et du coton.

### Au plan national :

- ◆ la pluviométrie ;
- ◆ les débits moyens des fleuves ;
- ◆ l'indice de la production industrielle ;
- ◆ la production et la consommation d'eau et d'électricité ;
- ◆ la production d'or ;
- ◆ les résultats de l'enquête d'opinion auprès des entreprises industrielles ;
- ◆ les immatriculations des véhicules neufs et d'occasion ;
- ◆ le transport ferroviaire et aérien
- ◆ les télécommunications ;
- ◆ le tourisme ;
- ◆ le commerce extérieur ;
- ◆ l'indice des prix à la consommation ;
- ◆ les prix des produits pétroliers ;
- ◆ les finances publiques ;
- ◆ la monnaie et ses contreparties ;
- ◆ l'activité boursière ;
- ◆ les transferts des fonds des migrants ;
- ◆ les créations d'entreprises, d'emplois et les

Les données de conjoncture servent d'éléments de base dans la mise en place et production des comptes trimestriels. Elles orientent ainsi les chefs d'entreprises dans les prises de décision quant au développement de leurs activités.

## KHI-DEUX



Le diagnostic conjoncturel intègre souvent les résultats de l'enquête modulaire auprès des ménages (EMOP) à travers ses composantes « consommation des ménages et chômage ». Le dispositif de suivi de la conjoncture s'améliore et se renforce au fil des années.

En perspectives à court terme, il y aura :

- ♦ l'indice des prix à la production industrielle dont les travaux de mise en place ont démarré ;
- ♦ la rénovation de l'indice de la production industrielle en prenant en compte les recommandations des Nations Unies.

A moyen terme, la mise en place de l'indice du chiffre d'affaires dans le commerce et les services sera effective.



Le suivi de la conjoncture s'intéresse aux principaux indicateurs observés au niveau de l'environnement international qui peuvent avoir des répercussions au plan national. On peut citer comme exemple : le taux de change par rapport au dollar et par rapport au franc FCFA

### Encadré

**L'indice des prix à la consommation des ménages** à Bamako au mois de décembre 2013 a baissé de 0,6% par rapport au mois de novembre 2013 et se situe à 112,0. Par rapport au mois de septembre 2013, la baisse est de 0,9%. En un an (décembre 2013 par rapport à décembre 2012), les prix sont restés stables.

**L'inflation sous jacente** (l'évolution du niveau général des prix en dehors des produits frais et de l'énergie) a diminué de 0,3%. Par rapport au même mois de l'année précédente, la hausse est de 1,1%.

**La baisse du niveau de l'indice global** de 0,6% est due essentiellement aux fonctions suivantes :

Les « **Produits alimentaires et boissons non alcoolisées** » (-1,4%) ; imputable à la baisse des prix des céréales non transformées (-0,6%) à savoir le riz (-0,2%), le mil (-1,8%), le maïs (-1,6%) et le sorgho (-1,8%).

Quant aux légumes frais en feuilles, la baisse de 22,5% est fortement liée à la diminution des prix de la salade locale (-35,2%), du chou vert (-37,3%), du céleri frais (-41,8%) et du persil frais (-25,8%) en raison de leur abondance sur le marché.

Le prix des autres matières grasses a baissé de 2,9% en liaison unique avec la pâte d'arachide. La fonction « **Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles** » a baissé de 0,9% en raison de l'abondance des combustibles solides sur le marché (charbon de bois et bois de chauffe) après l'hivernage.

La fonction « **Transports** » a diminué de 0,3% imputable à la faible diminution du prix de l'essence super de 0,7%.

Bien que l'indice global ait connu une baisse, la fonction « **Communication** » a augmenté de 3,4% due à l'absence de bonus accordés par opérateurs téléphoniques au cours de ce mois freinant ainsi la baisse de l'indice global.

**Au cours de ce mois**, les prix des produits frais et de l'énergie ont respectivement diminué de 1,7% et de 1,0%. En un an, les prix des produits frais ont diminué de 2,7% contre une augmentation de 2,9% pour ceux de l'énergie.

**Par rapport à la provenance**, les prix des produits locaux et ceux importés ont baissé respectivement de 0,6% et 0,7%. Sur un an, les prix des produits locaux ont augmenté de 1,0% contre une baisse de 0,3% pour ceux importés.

**Quant à l'appartenance sectorielle**, les prix des produits des secteurs primaire et secondaire ont diminué respectivement de 1,8% et 0,6% contre une augmentation de 0,6% pour les tertiaires. En un an, les prix des produits du secteur primaire ont diminué de 2,4% contre une augmentation de 3,1% pour les tertiaires et une stabilité pour les produits du secteur secondaire.

**Au regard de la durabilité**, les prix des biens durables sont restés stables. Ceux des non durables et semi durables ont diminué respectivement de 1,2% et 0,6%. En un an, les prix des biens durables, non durables et semi durables ont diminué respectivement de 1,3%, 0,4% et 0,8%.

**L'indicateur de convergence communautaire de l'UEMOA** mesure la hausse moyenne des prix au cours des douze derniers mois par rapport aux douze mois précédents. Il s'est situé à -0,6% pour ce mois, celui de l'UEMOA est de 1,8% en novembre 2013.

## ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL

### INSTAT

Dans le domaine des statistiques économiques et financières, l'INSTAT a publié en novembre 2013 le Bulletin du Commerce extérieur 3<sup>ème</sup> trimestre accessible sur le site.

Dans le domaine des statistiques de conjoncture, il a publié :

- la Note de Conjoncture du 3<sup>ème</sup> trimestre 2013 ;
- le Bulletin de Conjoncture du 3<sup>ème</sup> trimestre 2013.

Ils sont accessibles sur le site et support papier.

Dans le domaine des statistiques économiques, elle a publié :

- les Bulletins de l'Indice Harmonisé des Prix à la consommation des mois de septembre, octobre, novembre et décembre 2013 ;
- l'Indice des matériaux de construction des mois de septembre, octobre, novembre et décembre 2013.

Ils sont tous accessibles sur le site et support papier.

#### L'INSTAT a participé du :

- 29 Septembre au 12 Octobre 2013 à Genève (Suisse), à la 19<sup>ème</sup> Conférence des Statistiques du Travail ;
- 6 au 9 Octobre 2013 à Ouagadougou, aux Echanges sur les procédures administratives et financières de la Commission à appliquer sur la gestion du projet d'extension de l'IHPC ;
- 18 Octobre au 17 Novembre 2013 à Washington (USA), aux cours de gestion macro économique et politique budgétaire ;
- 13 au 19 Octobre 2013 à Douala, au séminaire sur les Comptes Nationaux ;
- 21 au 26 Octobre 2013 à Addis Abeba (Ethiopie), à la réunion sur l'évaluation continentale du cycle 2010 des RGPH en Afrique ;
- 20 Octobre au 02 Novembre 2013 à Dakar, au voyage d'études dans le cadre des Comptes Nationaux trimestriels ;

triels ;

- 09 au 17 Novembre 2013 à Abuja (Nigeria), à l'atelier de formation sur l'analyse des Statistiques du travail ;
- 10 au 16 Novembre 2013 à Ouagadougou au 2<sup>ème</sup> séminaire 2013 sur la conjoncture économique et la prévision à court terme dans les Etats membres de l'UEMOA ;
- 17 au 23 Novembre 2013 à Ouagadougou à la réunion de travail entre les Comités Nationaux de Politique Economique des Etats membres et la commission de l'UEMOA ;
- 24 Novembre au 1er Décembre 2013 à Accra (Ghana), à la réunion régionale des comités nationaux de coordination ;
- 30 Novembre au 15 Décembre 2013 à Washington (USA), au cours « Programme et Politiques Financières (PPF) segment résidentiel du FMI » ;
- 15 au 21 Décembre 2013 à Ouagadougou à la réunion des experts statistiques industriels et comptables nationaux sur la mise en œuvre des nouvelles nomenclatures ;
- 15 au 21 Décembre 2013 à Abidjan, à la réunion d'opérationnalisation nationale de la mise en œuvre de la base de données ECOBASE ;
- 15 au 20 Décembre à Ouagadougou à l'atelier régional de validation sur la surveillance commerciale ;
- 15 au 21 Décembre 2013 à Ouagadougou, à l'atelier de formation sur l'élaboration d'un plan de sondage et d'échantillonnage en alphabétisation.

L'INSTAT, en collaboration avec l'AMSTAT et les autres structures du SSN et avec l'appui technique et financier de l'Union Européenne à travers le projet GOPA, la

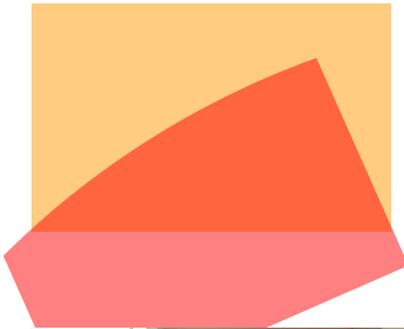
Coopération suédoise et AFRISTAT, a célébré la Journée Africaine de la Statistique (JAS) 2013. Plusieurs activités étaient inscrites au programme dont :

- un match de football qui a opposé l'équipe du personnel du SSN à celle de l'Association des Journalistes Sportifs du Mali (AJSM) au stade Mamadou Konaté de Bamako ;
- un Interview accordée par le Directeur Général de l'INSTAT aux journalistes de l'ORTM en vue d'informer le grand public sur le rôle de la statistique dans le développement socio-économique du pays, de présenter les principales productions du SSN et d'annoncer les activités commémoratives de 2013 ;
- une journée de communication qui a réuni au CICB plusieurs centaines de praticiens de la statistique de tous horizons . Placée sous la présidence du Ministre du Plan et de la Prospective, la journée a été marquée par trois présentations : (i) les conditions préalables à l'évaluation de la qualité des données statistiques, (ii) le Schéma Directeur de la Statistique (SDS) comme outil de développement du SSN, (iii) l'Association Malienne de la Statistique (AMSTAT) : création, organes, difficultés et proposition de mesures pour sa dynamisation ;
- une formation à l'attention du personnel des services statistiques a été organisée dans la salle de conférence d'AFRISTAT à Bamako sur l'évaluation de la qualité des données. Cette formation avait pour objet d'initier les agents des principales structures du SSN aux principes de base de l'évaluation de la qualité des données statistiques.

L'INSTAT a enregistré une arrivée et un départ des

L'INSTAT, avec le développement de l'utilisation des statistiques, vise à assurer le partage de l'information par l'analyse des données et sa diffusion





**Personnel de la DRPSIAP de Mopti**



**Une bonne planification régionale et locale exige toujours l'utilisation des statistiques fiables et à jour.**

## DRPSIAP

1. La DRPSIAP de Kayes a, au cours du dernier trimestre 2013 et au titre des opérations spéciales, effectué la collecte des données de l'étude sur « les facteurs limitant la prise en charge socio-sanitaire des personnes âgées » en vue de déterminer pour cette couche de la population les différents facteurs limitant leur prise en charge. Cette opération de dix (10) jours dont le coût s'élève à 1.099.000 FCFA, s'est déroulée dans l'enceinte de la Maison des Aînés avec l'assistance de la Direction régionale de la Santé et de la Direction régionale du Développement social et de L'Economie Solidaire. L'étude a porté sur 19 SE dont 6 du cercle de Kayes, 4 de Kita, 1 de Nioro et 2 pour chacun des cercles de Bafoulabé, Diéma, Kéniéba et Yélimané.

Elle a également effectué la collecte des données de l'étude sur l'actualisation de l'Indice de Pauvreté Communale (IPC) et la situation de référence des communes afin d'actualiser cet indice et établir la situation de référence des 166 communes. Cette opération d'un mois dont le coût est estimé à 6.370.000 FCFA a été financée par l'ODHD en partenariat avec les collectivités territoriales et a couvert 129 communes et 20 des 166 communes de la région.

Au titre des rencontres, la DRPSIAP de Kayes a participé à la 3<sup>ème</sup> session ordinaire de la commission régionale PARAD en vue de valider le rapport provisoire du 3<sup>ème</sup> trimestre 2013. Cette session d'une journée et financée sur budget national, s'est tenue dans la salle de conférence du Gouvernorat et a vu la participation du Gouvernorat, de la DRS, de la DRT, de la DRAE et de la DRH. Financée par le budget national cette session a duré une journée.

Elle a aussi pris part à l'atelier de restitution de la stratégie régionale migratoire et de l'étude cartographique de la migration de l'espace migration développement. Cet atelier de deux jours s'est déroulé dans la salle de conférence du conseil régional de Kayes et a vu la participation des

membres du conseil régional de Kayes, les membres de l'espace migration/ Développement.

La DRPSIAP a enregistré l'arrivée d'un planificateur de catégorie A de retour d'une formation d'une année à Abidjan.

2. La DRPSIAP de Ségou a, au titre des opérations spéciales, mené la supervision de l'étude sur « Le suivi de la mortalité en temps réel des enfants de 0 à 59 mois dans la région de Ségou » phase historique complète des grossesses par la méthode de collecte assistée par l'ordinateur du 11 novembre au 19 décembre 2013. L'opération, financée par le CREDOS a concerné les districts sanitaires de Barouéli et Niono. Le Centre de Recherche, d'Etudes et de Documentation pour la Survie de l'Enfant (CREDOS) et l'Université Johns Hopkins (JHU) des Etats Unis d'Amérique, sont en train de mettre en œuvre l'étude dénommée : « suivi de la mortalité en temps réel des enfants de 0 à 59 mois dans les districts sanitaires de Niono et Barouéli dans la région de Ségou ».

Rappelons que le CREDOS a pour mission de fournir une assistance technique aux programmes nationaux, d'encourager la recherche sociale et médicale en rapport avec la survie de l'enfant, de rassembler et de disséminer la documentation en rapport avec la santé de l'enfant au Mali.

Le ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique à travers le CREDOS, mène cette étude pour mesurer de façon annuelle la mortalité des enfants de 0 à 59 mois afin de comparer les résultats avec ceux de l'enquête de l'historique complet des grossesses dans les mêmes localités.

Au titre des rencontres, la DRPSIAP a participé avec le Comité Régional SAP à la réunion du groupe de travail du Système d'Alerte Précoce (SAP) tenue le jeudi 19 décembre 2013 dans la salle de conférence de la

DRPSIAP pour la validation du rapport du mois de novembre 2013 du Système d'Alerte Précoce (SAP).

Elle a participé également à la deuxième session ordinaire du Comité Régional d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement. Il s'agissait entre autres de faire la revue des recommandations de la première session du CROCSAD tenue le 27 mars 2013 ; de présenter et d'adopter le rapport annuel du Programme National d'Appui aux Collectivités Territoriales (PNACT 3) de l'année 2013 de la région ; de formuler et valider les recommandations.

Seize (16) indicateurs dont quatorze (14) réalisés au niveau régional sont retenus pour le suivi et l'évaluation des performances du PNACT

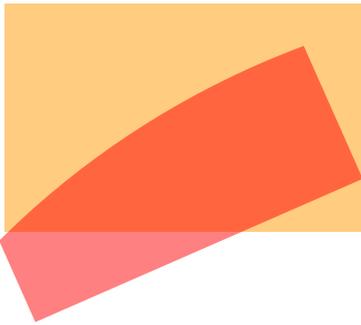
Autre fait important : la DRPSIAP a assuré la supervision des opérations de collecte des données de l'enquête relative à l'étude «élaboration des profils des 703 communes et l'élaboration de la situation de référence des 166 communes les plus vulnérables » du 27 novembre au 30 décembre 2013.

3. La DRPSIAP de Mopti a, au titre des opérations spéciales, participé à la formation supplémentaire sur le module EPAM intégré à l'Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages (EMOP) dont l'objet est de produire des indicateurs pour le suivi de la mise en œuvre du CSCRP et des OMD.

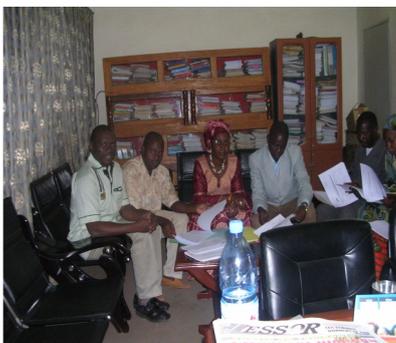
L'opération est financée sur budget national pour une durée de 3 mois.

Elle a aussi participé à l'exécution de l'Etude sur l'élaboration des profils des 703 communes et l'établissement de la situation de référence des 166 communes les plus vulnérables dont les principaux objectifs sont :

- ◆ Elaborer le profil des 703 communes dans une optique de développement économique et



Une bonne planification régionale et locale exige toujours l'utilisation des statistiques fiables et à jour.



Personnel de la DRPSIAP du District de Bamako

- ◆ Actualiser et décrire la situation de référence des OMD dans les domaines de l'agriculture et lutte contre la faim, de l'éducation, du genre et autonomisation des femmes, de la santé et la lutte contre le VIH/SIDA, de l'eau et assainissement, de l'énergie et dans celui des routes et transport dans les 166 communes les plus vulnérables (cette situation de référence doit donner par village/fraction puis par commune, le niveau et l'état de réalisation physique des OMD, ainsi que les réalisations en cours ou en perspective) ;
- ◆ Faire l'état de l'utilisation des services sociaux de base dans les communes et les mécanismes d'accès aux services sociaux de base ;
- ◆ Faire l'état des lieux des violences basées sur le genre dans les communes en lien avec engagements nationaux et internationaux ratifiés et adoptés par le pays ;
- ◆ Alimenter la base de données sur les 166 communes et le Système d'information géographique (SIG) permettant une meilleure planification et le suivi évaluation des actions de développement à la base.

Financée par le PNUD, elle a été réalisée en partenariat avec l'ODHD sur une période d'un mois et a suscité l'engouement des élus et des autorités.

La DRPSIAP de Mopti a, au titre des rencontres, participé à la formation sur le Cadre analytique HEA dans les mécanismes de suivi, d'analyse des Systèmes d'Information de la Sécurité Alimentaire et d'Alerte Précoce au Mali.

Financé par OXFAM, elle a pour objet de doter les structures membres du Groupe SAP d'outils de suivi et d'analyse des Systèmes d'Information de la Sécurité Alimentaire et d'Alerte Précoce au Mali. La formation qui s'est tenue à Mopti a vu la participation des services techniques régionaux.

La DRPSIAP de Mopti a, dans le domaine de la décentralisation, publié en décembre 2013 le rapport du 4ème trimestre sur les Indicateurs du Programme d'Appui à la Reforme Admi-

nistrative, à la Décentralisation et au Développement Economique Régional (PARADERE). Cette publication trimestrielle permet de juger les performances des Collectivités Territoriales de la Région dans les domaines de la gouvernance et de l'offre des services publics. Elle est disponible en support dur et en version électronique.

La DRPSIAP de Mopti a, au titre des missions d'appuis, participé à la Collecte de l'Enquête sur les facteurs limitant la prise en charge socio-sanitaire des personnes âgées avec pour objet de contribuer à mesurer l'amélioration de l'accessibilité des personnes âgées aux soins de santé. Il s'agira d'apprécier les facteurs influençant la prise en charge socio-sanitaire des personnes âgées.

L'opération menée en partenariat la Maison des Aînés s'est déroulée du 24 octobre au 3 novembre 2013.

Comme faits importants on peut signaler le Renforcement des capacités du personnel dans les domaines suivants :

- ◆ la planification locale ;
- ◆ le calcul des indicateurs socio-économiques ;
- ◆ le calcul des indicateurs du PARADDER ;
- ◆ la rédaction administrative ;
- ◆ les aspects institutionnels liés à l'appui aux CT.

Cette session avait pour objectif général de renforcer les capacités des agents des DRPSIAP et des SLPSIAP de Mopti dans leurs missions de contribution à la pérennisation de l'appui technique aux Collectivités Territoriales.

La DRPSIAP a également organisé une session d'initiation au SIG avec MAPINFO V11 avec l'appui technique et financier du Programme d'Appui aux Collectivités Territoriales (PACT/GIZ). La formation a porté sur :

- ◆ les Notions en Système d'Information Géographique ;
- ◆ les Généralités sur la cartographie ;
- ◆ la Manipulation du GPS ;
- ◆ l'initiation au logiciel MAPINFO V11.

Des recommandations pertinentes ont été formulées.

4. La DRPSIAP de Tombouctou a, au cours du 4ème trimestre 2013 et au titre des opérations spéciales, effectué l'enquête IPC/166-ODHD ayant pour objectif la réalisation du profil de pauvreté des communes. Financée par le PNUD en partenariat avec l'ODHD et l'INSTAT, l'enquête a coûté 8.000.000 FCFA et a duré un mois.

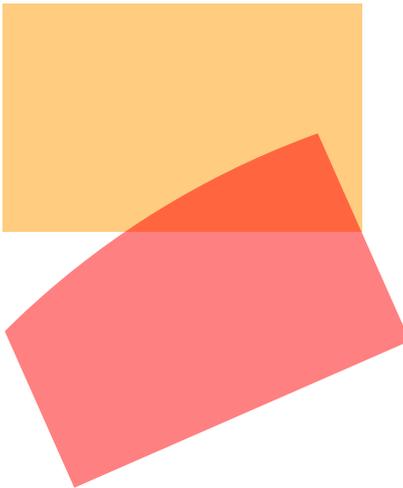
Elle a aussi effectué l'enquête Jeunesse et Résilience avec pour objectif l'identification des opportunités économiques. Financée par la DNJ en partenariat avec l'INSTAT, l'enquête a coûté 6.000.000 FCFA pour une durée de 10 jours.

Au titre des missions et appuis techniques, la DRPSIAP de Tombouctou a pris part à la revue SDS pour l'élaboration du Schéma Directeur de la Statistique avec la participation de l'INSTAT pour une durée de deux jours.

Elle a également participé à un atelier de renforcement des capacités organisé par le FNUAP pour une durée de quatre jours.

Elle a enfin pris part à l'atelier de lancement du PDA/RN qui avait pour objectif la validation du programme de développement accéléré des régions du Nord du Mali post crise sécuritaire. D'une durée d'un jour le lancement a été financé sur budget national.

La DRPSIAP de Tombouctou a enregistré le départ de quatre agents dont deux de la catégorie A, un agent de la catégorie B (et un de la catégorie C).



Avec un meilleur usage de bonnes statistiques, on peut s'attendre à de bons résultats en matière de développement durable



5. La DRPSIAP de Gao a, au titre des opérations spéciales, effectué l'Etude sur l'élaboration des profils des 703 communes et l'actualisation de la situation de référence des 166 communes les plus vulnérables « I 166 ». Elle a procédé à la collecte des données dans la région de Gao. L'objectif de cette étude est de contribuer à l'accélération de l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement « OMD ». Financée par l'ODHD en partenariat avec le PNUD le coût pour la collecte s'élève à 4.457.500 F CFA. L'opération a duré un mois.

6. La DRPSIAP du District de Bamako a, au titre des opérations spéciales, participé à l'enquête sur les facteurs limitant la prise en charge socio-sanitaire des personnes âgées au Mali. Cette opération vise à contribuer à l'amélioration et à l'accessibilité des personnes âgées aux soins de santé et d'apprécier les facteurs influençant la prise en charge socio-sanitaire des personnes âgées. L'opération d'une durée de 20 jours s'est déroulée en partenariat avec la Maison des Aînés. Elle a été financée sur le budget national.

Elle a menée l'Enquête Modulaire Permanente auprès des Ménages dont l'objectif est de produire de façon régulière et permanente des indicateurs pertinents sur la situation socio-économique des ménages pour le suivi des OMD et la formulation des différentes politiques sectorielles. Elle a été financée sur le budget national.

Elle a également participé aux travaux de la commission de centralisation des résultats des 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> tours des élections législatives au Gouvernorat du district du 24 Novembre au 15 décembre 2013.

Elle a aussi participé à la célébration de la Journée Africaine de la Statistique à travers des activités sportives et des journées de communication. Ces activités qui se sont déroulées du 17 au 27 Novembre 2013 ont été financées par le budget na-

tional et l'Union Européenne en partenariat avec l'INSTAT, AFRISTAT, GOPA, CPS, DRPSIAP/DB.

Elle a enfin participé à la réalisation de l'étude sur l'actualisation de l'indice de pauvreté des communes dans le district de Bamako. Le but de cette étude est de contribuer à l'accélération de l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour Le Développement. Financée par le PNUD et en partenariat avec l'INSTAT, l'ODHD/LCP, elle s'est déroulée du 15 Novembre 2013 au 15 Décembre 2013.

La DRPSIAP de Bamako a, au titre des rencontres, participé à la session de formation sur « l'évaluation de la qualité des données statistiques » dont l'objectif est de renforcer les capacités des acteurs du système statistique national en vue de la production des données statistiques de qualité. Elle a eu lieu à AFRISTAT avec la participation de l'INSTAT, CPS, DRPSIAP/DB, AFRISTAT et le financement sur budget national.

Elle a aussi participé à l'atelier sur « l'approche de capacités » qui vise à faire connaître l'approche des capacités aux différents acteurs intervenant sur le terrain dans le domaine de population et développement. Financé par l'UNFPA l'atelier a eu lieu à l'hôtel Mandé avec la participation des structures techniques.

Elle également participé à la réunion du Comité Régional d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement (CROCSAD) dont elle assure le secrétariat. L'objectif est de valider les 9 projets soumis par les six communes du district de Bamako au financement du FNACT à travers l'ANICT. La réunion a eu lieu au Gouvernorat du district avec la participation des maires des six communes, le Maire du district, et les structures techniques.

Elle a enfin participé aux ateliers de formation des services locaux (SLPSIAP)

sur l'intégration des variables démographiques dans les PDESC et sur le suivi évaluation des projets et programmes de développement. L'objectif étant de renforcer les capacités des agents de la coordination et du suivi-évaluation de mise en œuvre des projets programmes des populations. Financé par l'UNFPA, les travaux se sont déroulés au centre de formation de Tabacoro, avec la participation SLD DRPSIAP de Koulikoro et du district de Bamako, DP, secrétaires généraux des communes du cercle de Kati.

#### CPS

La CPS Santé a au titre des opérations spéciales, effectué une mission à Ouagadougou au Burkina Faso avec pour objectif de former les équipes techniques des différents pays sur l'outil de production des comptes nationaux de la santé. Cette mission de 5 jours, financé par l'OMS, a concerné 5 cadres de la Santé.

Elle a aussi participé à la mise en place du site web de la carte sanitaire en vue de permettre aux utilisateurs d'accéder facilement aux informations dont ils ont besoin à travers l'internet. Elle a bénéficié du financement de l'UNICEF sur une période d'un mois.

Elle a enfin participé à l'atelier portant sur la réalisation de la carte score de la santé reproductive, maternelle, néonatale et infantile à Nairobi au Kenya. Cet atelier de 3 jours financé par l'UNICEF avec pour objet d'échanger avec les représentants des différents pays sur la mise en ligne d'une application informatique qui donne les niveaux des indicateurs relatifs à la santé reproductive, maternelle, néonatale et infantile.

La CPS/ ME a publié en décembre 2013 l'Annuaire statistique Mine et Géologie 2012 accessible uniquement sur demande.

On constate le départ de deux cadres dont 1 A et

## LES UTILISATEURS ET NOUS

### Points saillants de l'interview de Monsieur Adama DIARRA de la CCIM



Pour ce numéro, l'INSTAT a approché la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali (CCIM) en vue de recueillir ses avis sur les produits de la statistique et les utilisations qui en sont faites.

La CCIM utilise en général des statistiques dans le domaine économique provenant de l'INSTAT. Les statistiques utilisées sont les semi agrégats et les agrégats.

L'accès aux données est facile et se fait généralement à partir des supports papier, électronique et Internet. La CCIM se déplace le plus souvent chez le pro-

ducteur pour la collecte des données. Il arrive aussi que le producteur envoie par courrier les données recherchées.

La CCIM entretient avec l'INSTAT des relations de partenariat qui sont d'ailleurs très bonnes.

Pour La CCIM les données produites par l'INSTAT sont fiables.

Les chiffres utilisés le sont à titre médiatique pour informer ou retransmettre l'information vers des tiers.

Les données manquantes sont observées au niveau des statistiques d'entreprises notamment l'adresse géographique, le téléphone et les e-mails. La CCIM aimerait disposer des statistiques exhaustives dans ce domaine en vue d'autres opérations futures.

La CCIM est satisfaite des statistiques utilisées mais souhaite que des améliorations soient faites au niveau de la présentation et du délai de production.

La CCIM estime que le facteur limitant l'utilisation des

statistiques est leur non disponibilité à temps.

La CCIM a surtout besoin des données sur le répertoire des entreprises, le commerce extérieur et le commerce intérieur pour répondre aux besoins de nombreux utilisateurs du secteur Commerce.

La CCIM pense que l'INSTAT, pour rendre plus accessibles ses données, doit mettre l'accent sur les campagnes de communication (radio et télévision).

La CCIM serait intéressée par les formations sous forme d'ateliers regroupant 5 à 10 personnes et dans le domaine des statistiques d'entreprises avec les logiciels appropriés et d'actualité.

Les modalités de participation doivent être planifiées de commun accord.

Les principaux sujets à aborder seront économiques et axés sur :

- la gestion d'entreprise ;
- la gestion des bases de données.

Le développement durable nécessite des statistiques sectorielles et locales appropriées.



Avenue de la Nation, ACI 2000, IMM. MEFB  
BP 12, Bamako, Mali

Téléphone : (+223) 20 22 24 55/20 22 48 73

Fax : (+223) 20 22 71 45

E-mail : cnpe.mali@afribone.net.ml

Améliorer les résultats du développement est notre passion



Retrouvez-nous sur notre site:  
[www.instat.gov.ml](http://www.instat.gov.ml)

### Directeur de publication

Seydou Moussa TRAORE

### Rédacteur en chef

Karamoko DIARRA

### Comité de rédaction

Souleymane KEITA

Mahamadou BAGAYOKO

Nouhouzo Samson DIARRA

### Distribution

Nouhouzo Samson DIARRA